

L'assurance maladie dans les pays du Sud ne peut remplacer l'aide des pays riches, affirme Oxfam France - Agir ici

Paris, 7 mai 2008 – Avec la conférence sur la couverture du risque maladie dans les pays du Sud, aujourd'hui à Paris, le ministère des Affaires étrangères donne en avance le coup d'envoi de sa présidence de l'Union européenne en matière de développement international. Cette conférence réunit des gouvernements du monde entier et des représentants des principales organisations multilatérales (Banque mondiale, FMI, OMS...) pour discuter des systèmes de protection sociale en santé dans les pays en développement.

A cette occasion, Luc Lamprière, directeur général d'Oxfam France – Agir ici intervient pour présenter un rapport signé par une coalition d'ONG internationales¹. Ce rapport affirme, contrairement à ce que défendent des pays tels que la France et l'Allemagne ou encore la Banque mondiale, que les systèmes d'assurance ne permettent pas d'assurer un accès universel aux soins primaires, et, pire encore, excluent notamment les populations les plus pauvres.

Dans ce rapport, les ONG affirment que même des mécanismes d'assurance spécialement conçus pour les pays en développement excluent très souvent les groupes d'individus les plus pauvres et les plus vulnérables. Le rapport montre que les personnes les plus pauvres continuent de payer de leur poche à hauteur de 40 % les frais médicaux, quand bien même ils cotisent à une assurance maladie. En Inde, sur 14 systèmes d'assurance étudiés, 12 ne couvrent pas les maladies liées à l'accouchement et à la grossesse, et la majorité de ces systèmes excluent les personnes vivant avec le VIH/SIDA.

« Les systèmes d'assurance santé sont souvent encouragés au motif qu'ils combleraient les gaps financiers et contribueraient positivement à une couverture universelle. Mais sans une intervention forte de l'état et des financements publics conséquents en faveur de la santé, les systèmes d'assurance risquent au contraire d'accentuer les inégalités », affirme Luc Lamprière, directeur général d'Oxfam France – Agir ici.

« Les ONG appellent l'ensemble des gouvernements et les bailleurs de fonds à tenir leurs promesses d'accroître leurs investissements dans le domaine de la santé. Actuellement, deux tiers des pays d'Afrique sub-saharienne allouent moins de 10% de leur budget national au secteur de la santé – en dépit de leurs engagements, dits « d'Abuja », à consacrer 15% de leurs dépenses au domaine de la santé. Les bailleurs de fonds quant à eux ne devraient pas envisager l'assurance maladie comme un substitut à l'aide au développement. Le gouvernement français doit notamment mettre sur la table le milliard de dollars pour la santé promis à l'Afrique par Nicolas Sarkozy lors de son premier G8, en 2007, en Allemagne », poursuit Luc Lamprière.

Le rapport recommande de considérer en particulier les besoins des groupes d'individus les plus vulnérables – tels que les populations pauvres, les femmes, les personnes âgées ou les personnes atteintes du VIH/Sida – qui sont les plus susceptibles d'être exclus des systèmes d'assurance.

- FIN -

Contact presse : Aldine FURIO, afurio@oxfamfrance.org, +33 156 982 445 ou +33 686 929 330

¹ Oxfam International, Action for Global Health, Médecins du Monde, Save the Children UK, Plan, Global Health Advocates, Act Up Paris.